



Les petits secrets du sauvetage des banques américaines

Par [Barry Grey](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 28 octobre 2008

[WSWS](#) 28 octobre 2008

Dans un article exceptionnellement honnête publié dans le *New York Times* de samedi, l'éditorialiste de la section économique, Joe Nocera, a révélé ce qu'il qualifie de « petits secrets de l'industrie bancaire », soit « qu'elle n'a pas l'intention d'utiliser l'argent [du sauvetage gouvernemental] pour faire de nouveaux prêts ».

Comme l'explique Nocera, le plan annoncé le 13 octobre par le secrétaire du Trésor Henry Paulson qui consiste à offrir 250 milliards \$ d'argent des contribuables aux plus grandes banques, contre des actions non-votantes, n'a jamais vraiment eu pour objectif d'inciter ces dernières à recommencer à prêter aux entreprises et aux consommateurs, le but officiel du sauvetage. Son but premier était plutôt d'engendrer une rapide consolidation du système bancaire américain en subventionnant une série d'acquisitions de plus petites firmes financières par les plus puissantes banques.

Dans son commentaire, Nocera cite une conférence téléphonique privée menée le 17 octobre par un haut dirigeant de JPMorgan Chase, le bénéficiaire de 25 milliards de dollars en fonds publics. Nocera explique qu'il a réussi à obtenir le numéro de téléphone pour écouter un enregistrement de la conversation, à l'insu du directeur dont il tait le nom.

Lorsque l'un des participants demande si les 25 milliards \$ de fonds fédéraux vont « modifier nos politiques stratégiques de prêt », le cadre répond : « Nous pensons que cela va nous aider à être un peu plus opportunistes dans le domaine de l'acquisition si l'on considère les banques qui sont encore en difficulté. »

Faisant référence à la récente acquisition par JPMorgan, avec l'aide du gouvernement, de deux importants concurrents, le directeur ajoute, « Et je ne crois pas que c'est terminé du côté des acquisitions même après les fusions de Washington Mutual et de Bear Stearns. Je crois qu'il y aura de grandes occasions pour notre croissance dans cet environnement, et je crois que nous avons la chance d'utiliser ces 25 milliards \$ dans ce but, et aussi bien sûr, si la récession se transforme en dépression ou d'autres imprévus se présentent, cet argent pourra servir de protection. »

Comme l'indique Nocera, « Vous pouvez relire cette réponse autant de fois que vous le voulez, vous ne trouverez absolument rien là-dedans qui parle de prêts pour aider l'économie américaine. »

Plus tard, lors de la conférence, le même directeur déclara : « Nous pensons que le volume des prêts continuera à diminuer vu le resserrement du crédit, pour refléter le coût élevé

dans le secteur des prêts. »

« C'est comme si », écrit le chroniqueur du *Times*, « l'un des arguments clés du Trésor pour le programme de recapitalisation, c'est-à-dire qu'il fera en sorte que les banques prêteront de nouveau, est une feuille de vigne... En fait, le Trésor souhaite que les banques s'acquièrent entre elles et il utilise son pouvoir pour injecter du capital afin de forcer une nouvelle et importante ronde de consolidation des banques. »

Plus tôt ce mois-ci, il explique que « dans un geste passé presque inaperçu », Paulson, l'ancien PDG de Goldman Sachs, a mis en place de nouvelles baisses d'impôts de plusieurs milliards de dollars qui sont conçues pour encourager les banques à fusionner. Elles permettent à la banque qui est l'acquéreur d'immédiatement déduire les pertes apparaissant au bilan de la banque acquise.

Paulson et d'autres responsables du Trésor ont fait des déclarations publiques qui appellent les banques bénéficiaires de fonds publics à utiliser ces derniers pour augmenter leurs activités de crédit. Cela, cependant, n'est que la ligne officielle présentée au grand public. Le programme de sauvetage n'impose aucune clause de prêt sur les banques en retour de l'argent du gouvernement.

Déjà, la crise du crédit a été utilisée pour mettre de l'avant le rachat de Bear Sterns et de Washington Mutual par JPMorgan, de Merrill Lynch par Bank of America, de Wachovia par Wells Fargo et, vendredi dernier, de National City par PNC.

Ce que le *Wall Street Journal* a qualifié samedi de « vente brutale » de National City donne un avant-goût de ce qui est à venir. Le département du Trésor a scellé le sort de la banque de Cleveland en décidant de ne pas l'inclure parmi les banques régionales qui recevront de l'argent du gouvernement. Il a ensuite donné à la banque PNC de Pittsburgh 7,7 milliards \$ provenant du plan de sauvetage pour l'aider à couvrir les coûts du rachat de National City. PNC va aussi bénéficier grandement des baisses d'impôts sur les fusions édictées par le Trésor.

Toutes les raisons invoquées pour justifier le sauvetage des banques ont été exposées comme étant des mensonges. Les dirigeants démocrates au Congrès et Barack Obama se sont joints au président Bush, au président de la Réserve fédérale Ben Bernanke, et à Paulson pour insister que le sauvetage devait être accepté par le Congrès, et accepté immédiatement, malgré l'immense opposition populaire. Ceux qui se sont opposés au plan ont été dénoncés comme une menace pour le bien commun de la population américaine.

Dans un discours télévisé de par tout le pays le 24 septembre, avant que le Congrès ne vote sur le plan de sauvetage, Bush a dit que ce plan « aiderait les consommateurs et les hommes d'affaires américains à obtenir du crédit d'après leurs besoins quotidiens et afin de créer des emplois ». Si le plan était rejeté, a-t-il averti, « [d]autres banques pourraient faire faillite, y compris certaines dans votre communauté. La bourse pourrait perdre encore plus de valeur, ce qui diminuera la valeur de vos épargnes en vue de la retraite... D'autres compagnies pourraient être forcées de fermer leurs portes et des millions d'Américains pourraient perdre leur emploi... au bout du compte, notre pays pourrait connaître une longue et douloureuse récession. »

Un mois plus tard, le sauvetage était voté et tous les sombres développements dont Bush avait menacé le peuple américain et dont ce dernier devait être protégé, la fermeture de

banques et de compagnies, l'effondrement de la bourse, l'augmentation en flèche du chômage, tout cela est arrivé et s'accélère.

Alors qu'Obama parle du besoin pour tous les Américains de « s'unir » dans l'esprit du « partage du sacrifice » (ce par quoi il veut dire des coupes draconiennes dans les programmes de Medicare et de Medicaid, dans la sécurité sociale et les autres programmes sociaux) et qu'il invoque le coût du sauvetage pour justifier l'austérité fiscale, les banquiers vont de l'avant et défendent impitoyablement les intérêts de leur classe.

Tel que le *World Socialist Web Site* l'avait écrit lorsqu'il fut proposé la première fois, à la mi-septembre, le plan de « sauvetage économique » s'est révélé n'être qu'une façon de voler la société au profit de l'aristocratie financière. L'élite dirigeante des Etats-Unis, utilisant sa domination sur l'Etat et le système politique des deux partis, exploite une crise qu'elle a elle-même fabriquée pour imposer un programme économique, en élaboration depuis longtemps, qui n'aurait pu être imposé dans un contexte normal.

Le résultat sera des difficultés économiques plus grandes pour les Américains ordinaires. Les grandes banques auront encore plus de poids sur les marchés pour établir les taux d'intérêt et pour décider de l'accès au crédit des travailleurs, des étudiants et des petites entreprises.

Alors qu'aucune mesure sérieuse n'a été proposée, que ce soit par l'administration Bush, le candidat présidentiel républicain ou encore son adversaire démocrate, pour empêcher la catastrophe sociale de frapper de plein fouet les travailleurs, le gouvernement organise une restructuration du système financier qui permettra à une poignée de banques géantes d'augmenter leur pouvoir sur la société.

Article original en anglais, WSWS, paru le 27 octobre 2008.

© WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Barry Grey](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Barry Grey](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca